

La lettre de l'économie

solidaire En Hauts de France

SOMMAIRE

- **Dossier :** Hauts de France : terre fertile en ESS !
- **Actu Apes :** L'Apes, d'atouts en défis. Rendre l'économie plus solidaire
- **Territoires :** Le Cambrésis prendrait-il de la hauteur en ESS ?

NUMERO 49 – ÉTÉ 2016



“Nouvelle Région : projet jubilatoire pour l'ESS ?”

Interview d'Anne-Marie Flandrin, membre du collectif de l'APES et adhérente d'Accueil Paysan Nord-Pas de Calais

Quels sont pour vous les enjeux liés à la nouvelle Région réunissant Nord-Pas de Calais et Picardie ?

Je pense qu'il ne faut pas raisonner en terme 1+1, mais envisager tout autre chose avec ce vaste nouveau territoire. La question que je me pose à ce sujet, c'est : quelle capacité aurons-nous de construire une vision commune de notre avenir, à nous projeter de façon positive ? Il y a un risque certain de s'arc-bouter sur le passé, l'histoire, les spécificités des anciens territoires, et il faut avouer que la nouvelle appellation "Hauts-de-France" ne va pas nous aider à passer le cap. Posons-nous aussi cette autre question : qu'est-ce qu'on y gagne ? Cette nouvelle Région peut nous apporter un poids plus important dans le paysage européen, des savoir-faire plus étendus, un territoire doté de ressources foncières plus grandes, mais aussi l'occasion de prendre du recul sur nos pratiques et de confronter les méthodes et les choix à faire ensemble.

Quels effets cette transition va-t-elle avoir sur l'ESS ?

Les acteurs ESS sont les mieux armés pour affronter ces changements car ils sont en phase avec les nouvelles aspirations de la population, les nouveaux modes de gouvernance. Qu'il s'agisse d'alimentation, d'habitat, d'énergie durable et citoyenne, de mobilité, d'insertion ou de tourisme, l'ESS peut amener sa pierre. Ses acteurs savent "faire avec", dans une optique gagnant-gagnant. On en aura besoin car il importe d'éviter les a-priori sur les deux ex-régions, dans les deux sens. Il faudra mettre toute notre énergie pour avancer ensemble en inventant de nouvelles solutions. Cela se fera en prenant le temps de réfléchir, de raisonner de façon régionale mais aussi en proximité. Soyons modestes dans la démarche et à l'écoute d'autres façons de faire. Au niveau du réseau Accueil Paysan, nous travaillons avec nos collègues picards depuis toujours, et avons décidé de leur accorder une place plus structurée.

Que souhaitez-vous pour cette nouvelle Région ?

Je souhaite un projet "jubilatoire", comme cela a été noté dans les réflexions sur les perspectives d'avenir de l'APES. Nous avons la possibilité d'avoir une région exemplaire en ESS, en développant ce qui a bien marché et en imaginant de nouvelles réponses qui respectent l'humain.

Et l'APES ?

En 2015, l'APES a invité les réseaux picards à son AG et a mené une série de réflexions en amont du changement de Région. Son changement de nom pour s'étendre à la grande Région a été acté à l'AG de printemps dernier. "Notre ambition reste la promotion de l'ESS et sa lisibilité, explique Bérengère Delfairière, sa directrice. Nous voulons faciliter la diffusion de bonnes pratiques entre acteurs, et continuer les coopérations avec les collectivités." Plus que jamais, l'enjeu pour l'APES dans les années à venir va consister à repérer les M. Jourdain dont les pratiques reflètent les valeurs pour élargir le réseau, tout en continuant à accompagner les collectifs au plus près sur les territoires, dans une démarche partenariale avec les collectivités.

"Nous nous appuyerons sur notre force éprouvée : cette capacité à repérer des besoins et des initiatives émergentes et à les appuyer, en travaillant en filières. Face à la difficulté d'intervenir sur un territoire plus vaste, l'enjeu sera de garder la proximité. Cela va nous obliger à innover pour être accessibles à tous."

Hauts de France : terre fertile en ESS !

par Patricia Hanssens

Avec la nouvelle Région, troisième de France en nombre d'habitants, les enjeux pour l'ESS sont de taille. Et pourtant, les situations des uns et des autres sont différentes. Certains sont déjà implantés sur les deux territoires, d'autres ont développé des échanges informels. Comment imaginer des coopérations au delà des anciennes frontières ? Quelle pertinence d'intervenir sur une échelle plus large, tout en gardant la démarche de proximité, chère à l'ESS ? Voici quelques témoignages d'acteurs représentatifs de la biodiversité ESSienne !



“Parrainer une structure cousine”

Jean-Paul Moutier, association Galilée, Saint-Omer, association d'appui d'acteurs du développement des territoires

“Il y a des réalités différentes entre les ex-territoires. Le Nord-Pas de Calais a mis en place une organisation assez structurée au niveau de l'ESS, la Picardie est plutôt dans l'ère des explorations. La nouvelle Région permettra davantage de maillages. En revanche, nous avons une absence de visibilité après 2017. Les Pays vont disparaître, et on ne sait pas ce que deviendront les Plans Locaux de Développement Economique, qui laissaient la part belle aux initiatives des territoires. Gardera-t-on cette logique ascendante dans les nouveaux schémas ?

En ce qui nous concerne, nous souhaitons être force de propositions et participer à la co-construction de la politique régionale en ESS. En revanche, nous ne souhaitons pas nous implanter ailleurs que sur notre territoire que nous connaissons bien. Mais notre expérience peut profiter à d'autres : nous connaissons l'action publique et savons faire le lien avec l'ESS, nous avons une capacité à travailler avec les territoires et à mobiliser les acteurs, à sensibiliser les élus. Pourquoi ne pas parrainer une structure cousine sur d'autres territoires ?”

<http://www.galilee-asso.fr>

“D'abord la grande Région, puis des petites Enercoop de proximité ”

Guillaume Jourdain, directeur d'Enercoop Nord-Pas de Calais-Picardie, coopérative fournissant de l'énergie renouvelable

“Nous avons anticipé les changements car nous avons décidé dès 2014 d'intervenir en Picardie. Ce territoire était auparavant couvert par la structure nationale. Il y a beaucoup de production éolienne en Picardie, et aussi plus de production d'hydroélectricité qu'en NPdC. Nous souhaitons aussi accompagner des collectivités picardes qui ont par exemple de grandes surfaces au sol, non cultivables, où l'on pourrait installer des panneaux photovoltaïques en associant les citoyens.

Côté consommateurs, nous avons pour objectif d'augmenter la clientèle picarde, en nous appuyant avant tout sur le tissu coopératif et associatif local. Par ailleurs, confrontés au problème des distances géographiques, nous développons un réseau d'ambassadeurs bénévoles qui pourront participer aux événements de sensibilisation. Du fait des enjeux économiques, nous souhaitons dans un premier temps nous

développer sur ce territoire plus vaste pour élargir la clientèle. Une fois atteint un certain équilibre économique, nous préférons à terme créer davantage de petites Enercoop de proximité !”

<http://npdcpicardie.enercoop.fr>

“ Dans la nouvelle Région “Hauts de France” qui compte 6 millions d'habitants, un emploi privé sur 7 est un emploi de l'ESS.

“Pas de parachutage, mais une co-construction”

Hélène, Tchandjiabo, chargée de projet de Colline-ACEPP, réseau d'initiatives parentales

“Nous sommes un réseau régional et nous faisons partie du réseau national ACEPP, il n'y avait pas de réseau du même type en Picardie, mais nous intervenons pour du conseil auprès de structures qui ont les mêmes valeurs. Nous avons mené cette année toute une série de réflexions avec notre CA sur l'évolution vers la grande Région. Nous avons observé d'autres réseaux comme l'Apes, l'Uriopss, et nous avons acté en AG l'extension de nos activités à la Picardie. Nous avons choisi de nous positionner dans une logique de complémentarité : il ne s'agit pas de parachuter des gens à Amiens ! Nous voulons co-construire avec les acteurs comme avec les institutions. Pour l'instant, cela se fait pas à pas, en rencontrant les acteurs picards. Nous serons vigilants à garder la proximité géographique : Amiens n'est pas plus loin de Lille que Maubeuge, mais ce n'est pas le cas de l'Oise. Et puis nous n'avons pas les moyens de créer une antenne en Picardie”

<http://www.colline-acepp.org>

“Vers la mutualisation et le mécénat”

David Moulin, directeur adjoint d'Espaces Naturels Régionaux Nord-Pas de Calais, qui fédère les Parcs naturels régionaux

“Nous avons une spécificité : nous sommes la seule structure de ce type en France. Organisme public, nous participons au développement du territoire en préservant le patrimoine naturel. L'ESS est un de nos axes de travail. Nous nous intéressons aux circuits courts, au tourisme de proximité. Pour l'instant, le nouveau cadre régional n'est pas encore défini mais la logique voudrait que nous étendions notre champ à la nouvelle Région. En Picardie, il y a un Parc existant dans l'Oise et un autre en préfiguration sur la Baie de Somme, avec des richesses naturelles certaines. La question sera : comment intervenir sur un territoire plus large avec des moyens qui n'augmentent pas ? Nous développons la recherche de mécénat et réfléchissons à la mutualisation des moyens. Par ailleurs, notre plateforme collaborative Recolte, dédiée aux questions de développement du territoire, pourra étendre ses services à la grande Région.”

<http://www.enrx.fr>

“Les problèmes liés à la survie sont les mêmes des deux côtés.”

Michel Carré, président de Lien Plus, association favorisant la mobilité en milieu rural (7 Vallées)

“Nous sommes allés en bus à la rencontre organisée par l'APES à Amiens, en jouant la coopération puisque nous avons emmené plusieurs acteurs ESS des 7 Vallées ! En Picardie, il n'existe pas d'acteur du même type que nous. La Somme est à quelques kilomètres de notre base, Beaurainville, et nous avons eu des projets, pas encore aboutis, sur la mobilité avec une communauté de communes picarde. Il y a un gros travail de sensibilisation à l'ESS à mener, et les problématiques actuelles liées à la survie sont les mêmes côté Picardie. Je pense qu'il faut d'abord faire un travail de repérage des acteurs ayant les mêmes valeurs, et mener des chantiers concrets, comme inciter les collectivités à favoriser l'ESS dans les appels d'offres.”

<http://www.lien-plus.fr>

“Découvrir des démarches originales”

Claire Tauty, directrice de l'association “Echanges pour une terre solidaire” qui vise la réappropriation citoyenne des pratiques alimentaires (Oise)

“Lors de la journée d'échanges de l'APES, nous avons pu prendre des contacts avec les associations du Nord-Pas de Calais. Nous intervenons dans l'éducation à l'alimentation et nous réalisons des études sur la mise en place de producteurs bio, de restauration collective en bio... Il y a peu d'acteurs comme nous. De notre point de vue, il n'y a pas d'intérêt à intervenir sur des territoires trop éloignés comme la métropole lilloise, nous sommes aussi plus près de l'Île de France. Nous sommes intéressés pour découvrir des démarches originales comme l'Écopôle alimentaire de la région d'Audruicq, ou la démarche de l'association “Les Sens du goût”.

<http://www.echangesterresolidaire.org>



Journée de rencontre entre acteurs organisée par l'APES à Amiens.

UN DLA TRANSFRONTALIER SUR L'AGRICULTURE PAYSANNE

**MATHILDE DUSART, COORDINATRICE DE
L'ASSOCIATION COPASOL, QUI ACCOMPAGNE
DES PROJETS D'AGRICULTURE PAYSANNE
EN PICARDIE**

“Copasol est une association qui a été créée à l'initiative de Terres de Liens, des Amaps et des producteurs bio picards. Nous n'avons pas procédé comme en Nord-Pas de Calais, où les structures d'accompagnement se sont regroupées via le réseau InPPACT (Initiatives Paysannes Pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale). De ce fait, nous communiquons davantage car nous sommes dans le même bureau à Amiens, mais nous n'avons pas autant de compétences. Nous avons décidé de suivre un Dispositif Local d'Accompagnement collectif avec les acteurs du Nord-Pas de Calais (Avenir 59 62, le CEDAPAS, l'ADEARN) pour faire un état des lieux des diverses formes d'accompagnement et envisager des coopérations entre nous. Certes, nous sommes confrontés à des situations différentes : il y a davantage de petites structures agricoles dans le Nord Pas de Calais, avec plus d'ancienneté, et davantage de bénévoles. Mais nous pouvons mutualiser des moyens et des compétences et échanger des expériences : la couveuse d'A petits pas nous inspire, comme l'expérience du CEDAPAS sur la transmission de fermes. Pour notre part, nous avons davantage développé des partenariats avec la Chambre d'Agriculture et des structures plus conventionnelles. Et l'expérience d'installations d'agriculteurs bio sur des zones de captage a été soutenue par Amiens Métropole et Terre de liens, cela peut intéresser les nordistes.”

<http://www.copasol-picardie.org>

L'APES, d'atouts en défis

par Gérard Dechy, ex-président de l'APES



"En passant de l' "Assemblée Permanente de l'Économie Solidaire" à "Acteurs Pour une Économie Solidaire", l'APES a non seulement conservé les fondamentaux de l'ESS, désormais inscrits dans la loi, mais elle a

développé ses capacités d'initiatives et les innovations qui sont constitutives de son ADN.

Tête de réseau avec une gouvernance bien articulée entre le collectif des administrateurs et l'équipe des salariés, qui lui permet de maintenir le cap en cas de renouvellements, elle constitue une réelle force de propositions à l'origine de nombreuses réalisations qui font référence et peuvent être transférées à l'ensemble des acteurs sur les territoires qui décident de s'engager dans la mise en place d'une autre économie, porteuse de solutions répondant aux besoins fondamentaux que le marché ne satisfait pas.

Ainsi en est-il par exemple de la démarche de progrès, étendue au département du Pas de Calais et constitutive du guide des bonnes pratiques adopté à l'unanimité par le Conseil Supérieur de l'ESS, ou des liens avec la recherche qui ont abouti au lancement par la région de l'appel à projets "Chercheurs-Citoyens" puis à CORUS et à la création de la chaire ESS ou encore de la mise en réseau des acteurs du logement qui fédère, par l'autoréhabilitation accompagnée, entreprises et citoyens, au-delà du périmètre de l'ESS.

La création de la nouvelle région, l'adhésion à la CRESS, l'implication dans les projets retenus par Interreg et le renouvellement du collectif à l'issue de l'assemblée générale sont autant d'atouts et de défis pour écrire une nouvelle page de l'histoire de l'APES"

LE NOUVEAU COLLECTIF DE L'APES ÉLU EN 2016 :

Jacques Augrain, Luc Belval pour E2i, Pauline Casalegno pour le GRDR, Laurent Courouble pour Co-porteurs, Gérard Dechy pour Pierre Solidaire, Yann Babut pour la fédération régionale des cigales, Anne-Laure Federici, Anne-Marie Flandrin pour Accueil Paysan, Alain Goguy, Antoine Goxe, Dominique Hays pour les Anges Gardens, Michaël Le Coz pour Maillage, Marjolaine Martin pour Signes de Sens, Christine Masounabe pour les SEL, Mauro Mazotta pour Interleukin, Claire-Marie Mériaux pour Catalyst, Charlotte Millereaux pour le COORACE, Kenneth Quiguer pour Extracités, Christophe Simone pour CS-Consultance, Caroline Sporakowski, Estelle Vilcot pour RIF.

Rendre l'économie plus solidaire

par Luc Belval, nouveau président de l'APES



"Nous vivons une époque de grand chambardement, le monde ancien existe encore et un monde nouveau émerge. Dans ce moment, l'économie sociale et solidaire représente un formidable potentiel pour l'invention collective d'une

économie et d'une société plus solidaire, au service de l'humain. L'APES, en tant que tête de réseau de l'ESS, entend prendre toute sa place en favorisant la co-construction, avec les habitants du Nord-Pas de Calais et de Picardie, et avec les acteurs de l'ESS. Plus que jamais, l'ancrage territorial de l'économie et la coopération entre acteurs sont indispensables. Le défi est immense, il s'agit ni plus ni moins que d'inventer un modèle de développement respectueux des ressources environnementales et s'appuyant sur les ressources immatérielles, les ressources humaines, les compétences collectives et la confiance. Nous retrouvons là l'un des objectifs identitaires de l'APES : contribuer à rendre l'économie plus solidaire. Cet objectif rejoint celui de nombreuses collectivités locales et d'acteurs économiques qui, certes, ne se reconnaissent pas dans l'ESS, mais partagent le souci d'une économie plus humaine et territorialisée. L'APES entend ainsi contribuer à la recherche d'alliances sur des projets concrets."

Mais qui est donc notre nouveau président ?

A 16 ans, il a découvert que l'action collective permet d'avoir prise sur son avenir et permet de changer la société. Il est passionné par les évolutions sociales, le rapport individu-collectif, les processus participatifs et plus globalement les interactions entre le social, l'économie, le politique. Depuis 1996, il est consultant pour la coopérative de conseil E2i, qui intervient au service du développement et de la qualification des territoires et des organisations. E2i a signé l'appel et la charte de l'APES dès sa fondation et Luc a intégré le collectif en 2005, s'investissant sur divers chantiers.



APES, Maison de l'Économie Solidaire,
235 Boulevard Paul Painlevé, 59000 Lille
Tél. 03 20 30 98 25 - Fax. 03 20 54 68 42
E-mail : contact@apes-npdc.org
site de l'APES : www.apes-npdc.org
Tarif plein / numéro : 3 euros

Directeur de la publication Luc Belval, Président de l'APES

Rédaction Patricia Hanssens, APES

Comité de rédaction et de relecture Patrick Girard - Thierry Abel - Bérengère Delfairière
Ségolène Gabriel - Gary Lomprez - Guillaume Delevaque - Anne-Laure Federici

Conception graphique Xavier Dumur

Illustration Dorothée Vantorre - Les folles marquises

Gravure - Impression : Impression directe - tirage à 600 ex. Imprimé sur papier recyclé
ISSN 1769-9789 - dépôt légal 2008